

**Projet de loi organique portant diverses dispositions
relatives au statut de la magistrature**
CMP – lecture Assemblée nationale – mardi 17 janvier 2012

Monsieur le Président,
Monsieur le Président des lois, Jean-Luc WARSMANN
Monsieur le rapporteur, François VANNSON,
Mesdames et Messieurs les députés,

Je me félicite que la commission mixte paritaire ait abouti sur un accord concernant le projet de loi organique portant diverses dispositions relatives au statut de la magistrature.

Ce texte a pour objet d'accélérer la montée en charge de l'augmentation, par génération, de la limite d'âge des magistrats, prévue par la loi organique n° 2010-1341 du 10 novembre 2010.

Ce texte est le pendant, pour les magistrats, de la modification du calendrier de l'augmentation des âges d'ouverture des droits et d'annulation de la décote proposée par le Gouvernement pour l'ensemble des fonctionnaires civils ainsi que pour les militaires. Cette mesure fait partie du plan d'équilibre des finances publiques annoncé par le Premier ministre le 7 novembre 2011, « *afin de réduire plus rapidement le déficit des régimes d'assurance vieillesse et de sécuriser ainsi les pensions de retraites* ».

Le projet de loi initial comportait un article unique, qui aligne le calendrier de relèvement de la limite d'âge par génération applicable aux magistrats sur celui prévu pour l'ensemble des fonctionnaires civils, relevant des trois fonctions publiques ainsi qu'aux militaires. Celui-ci laisse inchangée la limite d'âge précédemment fixée pour les magistrats nés avant le 1^{er} janvier 1952. En revanche, pour les magistrats nés à compter de cette date, l'accélération du relèvement de la limite d'âge interviendra à

raison d'un mois pour ceux nés en 1952, de deux mois pour ceux nés en 1953, de trois mois pour ceux nés en 1954 et de quatre mois pour ceux nés en 1955.

Lors de l'examen du texte par l'Assemblée nationale, quatre amendements relatifs eux aussi à la carrière des magistrats et à la gestion du corps judiciaire, ont été adoptés. Je veux saluer à cet égard l'apport de votre assemblée ainsi que l'excellent travail de votre rapporteur.

Ces dispositions organiques viennent modifier le statut de la magistrature, pour répondre à des difficultés techniques rencontrées par la chancellerie dans la gestion du corps judiciaire ou dans la mise en œuvre de dispositifs statutaires existants. Elles revêtent toutes une urgence particulière.

Tant l'assouplissement de la règle de priorité d'affectation à la Cour de cassation des conseillers et avocats généraux référendaires, que celui de la règle de mobilité pour l'accès aux emplois hors hiérarchie, qui avaient été adoptés par votre assemblée, ont été votés conformes par le Sénat. Il en est allé de même pour les dispositions relatives au comité médical national et au comité médical d'appel. C'est une bonne chose, car ces dispositions apportent une réponse indispensable à des difficultés pratiques.

Elle nous permettra de poursuivre dans la voie d'une politique renouvelée et dynamique des ressources humaines, engagée par la chancellerie ces dernières années.

La CMP était donc saisie de deux articles ainsi que de son intitulé.

En premier lieu, le Sénat a accepté de rétablir l'article premier relatif à la retraite des magistrats.

En second lieu, la CMP est parvenue à un accord sur la disposition relative aux magistrats placés auprès des chefs de cour d'appel. Leur présence contribue à la bonne marche des juridictions.

Le Sénat s'est rallié à l'exclusion des emplois d'encadrement intermédiaire dite « B bis » du bénéfice de la priorité d'affectation des magistrats placés.

la priorité d'affectation dont bénéficient ces magistrats sur des postes de la juridiction siège de la Cour auprès de laquelle ils sont placés, ne pourra plus porter sur des emplois d'encadrement intermédiaire (premier vice-président, premier vice-président adjoint, procureur de la République adjoint ou premier vice-procureur). Ces emplois doivent, en effet, être occupés par des magistrats ayant démontré de véritables capacités d'encadrement et d'animation au cours de leur carrière. Dans ce compromis, la commission mixte paritaire n'a en revanche pas retenu l'augmentation de la durée des fonctions de magistrats placés, de 6 ans consécutifs à 12 ans sur l'ensemble de la carrière.

Cette évolution répondait aux vœux de certains magistrats, mais n'aurait concerné en pratique qu'un nombre limité de situations. Le bénéfice de carrière, que constitue la priorité d'affectation, est acquis au magistrat placé au terme de deux ans. Ceux qui souhaitent prolonger cette position sont donc candidats.

Le gouvernement prend donc acte de ce compromis trouvé sur la situation des magistrats placés.

* *
*

Mesdames, Messieurs le Députés,

La commission mixte paritaire est parvenue à un texte d'équilibre, je m'en réjouis, car il satisfait aux objectifs essentiels poursuivis par le projet de loi organique. C'est en vertu d'une nécessaire démarche d'équité que le texte aligne le calendrier de relèvement de la limite d'âge des magistrats sur le régime général des trois fonctions publiques. L'amélioration des dispositifs de gestion de carrière des magistrats et du corps judiciaire est venue enrichir ce texte.

Je vous remercie.